



ASSOCIATION OF CANADIAN PORT AUTHORITIES
ASSOCIATION DES ADMINISTRATIONS PORTUAIRES CANADIENNES

Cet lettre d'opinion a initialement été publié dans le Hill Times, édition du 21 septembre 2020

Donner aux ports canadiens innovateurs et de calibre mondial le pouvoir de stimuler une reprise économique robuste et durable

Par Wendy Zatylny



Si vous avez commencé votre journée en buvant un café, allumé votre ordinateur pour vérifier vos courriels avant d'assister à votre première réunion Zoom ou passé un appel sur votre cellulaire aujourd'hui, vous pouvez remercier une administration portuaire canadienne (APC) d'avoir contribué à rendre votre journée plus facile. Dernièrement, les administrations portuaires canadiennes ont également joué un rôle vital en transportant de l'équipement de protection individuelle (EPI) et d'autres fournitures de première nécessité pour lutter contre la COVID-19. L'importance de ce lien essentiel n'est pas surprenante, car 80 p. 100 des produits que les Canadiens consomment et utilisent dans la vie quotidienne leur sont fournis grâce à l'industrie du transport maritime.

Aujourd'hui, les ports canadiens ne se limitent pas à la gestion de navires et au chargement et déchargement des marchandises. Depuis des années, l'innovation est au centre des activités portuaires canadiennes. D'un océan à l'autre, nos administrations portuaires se sont réinventées pour devenir des centres logistiques de pointe et de classe mondiale. Ainsi, lorsque la pandémie a frappé, les 17 administrations portuaires canadiennes avaient déjà mis en place des procédures opérationnelles, des technologies, des formations et des infrastructures permettant de s'adapter rapidement et de répondre aux défis sans précédent posés par cette crise.

Incarner l'avenir

Principaux moteurs du développement économique local et régional à travers le pays, les APC créent des emplois directs et indirects mieux rémunérés que la moyenne pour plus de 213,000 personnes à travers le Canada. Les administrations portuaires canadiennes sont responsables du transport de marchandises représentant une valeur de plus de 200 milliards \$ par an – avec des retombées économiques directes de 36 milliards \$ annuellement.

Tout en appartenant à un secteur millénaire, les administrations portuaires canadiennes reconnaissent que la solidité future de l'économie requiert des innovations de pointe et une modernisation des opérations, indispensables au maintien d'une compétitivité internationale. Les ports canadiens incarnent cet avenir. Gestionnaires de données aussi bien que du transport de marchandises, nos ports font partie d'une chaîne logistique internationale employant de nouvelles technologies telles que les blockchain, l'intelligence artificielle et l'Internet des objets pour transporter les marchandises et les personnes de manière plus écologique, plus sûre et beaucoup plus efficace. Par exemple, grâce à des applications compatibles avec l'IA, les ports peuvent identifier et suivre les marchandises essentielles à bord de conteneurs. Cela s'est avéré très utile durant la pandémie pour suivre rapidement les EPI et autres marchandises importantes.

Il existe un grand potentiel de tirer parti du travail novateur des APC pour faire avancer le programme d'innovation du Canada et nous permettre de devenir leaders mondiaux dans le domaine des TI. Mais le soutien du gouvernement fédéral est nécessaire.

Le soutien du Fonds national des corridors commerciaux est nécessaire à la réalisation de projets d'infrastructure importants pour la reprise économique

En tant que gestionnaires d'infrastructures commerciales, les ports sont d'importants générateurs d'emplois et de croissance économique, quel que soit le pays. Une étude de l'OCDE a démontré que, pour chaque million de tonnes de nouvelles marchandises transitant dans un port, 300 nouveaux emplois sont créés. Toutefois, pour s'assurer que les ports puissent contribuer de façon optimale à la reprise économique du Canada, le gouvernement fédéral doit, dans le cadre de sa stratégie de relance, octroyer des fonds supplémentaires au Fonds national pour les corridors commerciaux (FNCC).

Lors d'un [récent discours](#), le ministre des Transports Marc Garneau a déclaré que le gouvernement étudiait des options pour stimuler l'économie par le biais du FNCC et « voir si nous pouvons utiliser le financement de l'infrastructure de manière novatrice, peut-être pour lancer ces projets le plus rapidement possible ». Les administrations portuaires ont de nombreux projets de ce type prêts à réaliser, mais qui ont dû être reportés pour conserver des liquidités face à la baisse des revenus causée par la pandémie. Les ports utilisent leurs liquidités pour maintenir l'emploi de leur personnel et soutenir les entreprises locales avec des allègements de loyer et autres demandes similaires. Ils ne sont plus capables financièrement de faire avancer ces projets.

Pour faciliter la réalisation rapide de projets et d'infrastructures portuaires durables adaptés à la reprise économique, le gouvernement doit veiller au réapprovisionnement adéquat du FNCC. Pour permettre aux administrations portuaires d'exploiter au mieux leurs infrastructures, le gouvernement doit répondre à la nécessité d'augmenter les limites d'emprunt des administrations portuaires et de renoncer pour l'année 2020 à la taxe sur les revenus bruts imposée aux ports canadiens, afin de leur permettre de préserver les liquidités nécessaires à l'investissement dans la reprise économique. Ces mesures seraient très bénéfiques, car les administrations portuaires se préparent au développement d'infrastructures dont elles ont tant besoin.

La durabilité, l'accroissement des échanges et les ports canadiens sont indissolublement liés

Les administrations portuaires canadiennes sont conscientes que la prospérité économique va de pair avec une gérance responsable de l'environnement. Le transport maritime émet la plus faible quantité de GES par tonne-kilomètre. Nous soutenons depuis longtemps les initiatives de l'[Alliance verte](#) et d'autres actions qui ont fait de nos opérations des exemples hors pair d'utilisation de technologies au service de la protection de l'environnement et de la durabilité. Il est plus évident que jamais que le gouvernement et le secteur privé doivent collaborer pour assurer cette durabilité.

Bien entendu, les ports continuent d'être un pilier de l'importante économie exportatrice du Canada. Nos ports font commerce avec des secteurs mondiaux de premier plan et sont impliqués à tous les niveaux dans les chaînes d'approvisionnement et les liens intermodaux qui alimentent le commerce international. Cela sera également un aspect fondamental de la relance post-pandémique au Canada. Le gouvernement doit habiliter les ports, dans le cadre de leur mandat principal, à s'engager dans des activités de facilitation des échanges telles qu'installations logistiques, ports intérieurs et utilisations liées à la chaîne d'approvisionnement, entre autres.

Le transport des marchandises est vital pour la croissance économique

Malgré les pressions sans précédent liées à la situation actuelle, les administrations portuaires canadiennes demeurent des partenaires clés des chaînes intermodales à travers le pays, non seulement actuellement pour assurer le transport des marchandises essentielles, mais aussi pour se préparer à développer les activités à la sortie de la pandémie. Générateurs de prospérité durables tournés vers l'avenir, les ports sont les mieux situés pour aider le Canada à amorcer la relance post-pandémique et aider le Canada à atteindre ses objectifs en matière de durabilité. Avec l'appui du gouvernement fédéral et le travail considérable déjà accompli par nos ports et leurs partenaires de l'industrie, nous pouvons réaliser tout cela et plus encore. Après tout, les Canadiens auront besoin de plus de café, d'ordinateurs, de téléphones et de tous les autres articles essentiels à une reprise réussie – celle où les ports seront là pour faciliter leur commercialisation. 🍁

Wendy Zatylny est présidente de l'Association des administrations portuaires canadiennes.